

GEOGRAPHIE CRITIQUE, GÉOGRAPHIE RADICALE : Comment nommer la géographie engagée ?

CECILE GINTRAC
Université Paris-Ouest Nanterre La Défense
EA 375 - Laboratoire de géographie comparée des Suds et des Nords (GECKO)
cecile.gintrac@gmail.com

Introduction

Dans le monde anglophone, la géographie radicale, dont peu de géographes se revendiquent pleinement aujourd'hui, est désormais considérée comme l'une des « branches » de la géographie critique. Essentiellement portée par des chercheurs britanniques et nord-américains, ce que l'on nomme « géographie critique » et « géographie radicale » fait l'objet en France d'un intérêt renouvelé, dont le dossier « Géographies critiques » de la présente revue constitue de fait une des manifestations. L'organisation d'un colloque international en septembre 2012 intitulé « Espace et rapports sociaux de domination : chantiers de recherche », qui se fixe pour objectif « d'échanger autour d'approches radicales marquantes (notamment de la géographie radicale américaine) »¹ participe aussi de cette dynamique. Mon travail de thèse, qui a pour objet les approches critiques et radicales de la ville, s'inscrit également dans ce contexte.

Alors qu'en géographie comme dans les autres sciences sociales, les références à ces deux termes, « critique » et « radical », semblent se multiplier, leur contenu et leurs contours n'en restent pas moins flous. Je souhaiterais ici contribuer à éclaircir ce qui regroupe ces deux approches (au point parfois que l'on puisse employer l'un pour l'autre) mais aussi ce qui les distingue. La différence terminologique entre une « géographie critique » et « une géographie radicale » est-elle anodine en termes de contenus et de pratiques de recherche ? Autrement dit, se revendiquer d'une « géographie critique » ou d'une « géographie radicale » implique-t-il des référents théoriques, des méthodologies et un rapport à la pratique similaires ?

¹ Le colloque interdisciplinaire organisé par le laboratoire ACP aura lieu les 20 et 21 septembre 2012 à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée. <http://acp.univ-mlv.fr/index.php?id=9713>

Le corpus utilisé ici, essentiellement composé de débats issus de revues de géographie anglophone, est loin de pouvoir épuiser la question mais permet d'explorer un champ de recherche épistémologique encore peu abordé, du moins dans le monde universitaire francophone. Mes recherches étant elles-mêmes en cours, de nombreux aspects ne pourront être ici qu'évoqués. Je me propose d'ouvrir des pistes de débats sur ce que recouvrent ces approches, davantage que d'en fixer des définitions fermées, en tentant d'abord d'établir une généalogie de leur emploi en philosophie et dans les sciences sociales puis dans le champ des géographies anglophone et française, de manière à mieux appréhender les discussions récentes que ces dénominations soulèvent au sein de la géographie.

A ce stade de mes recherches, cette réflexion terminologique constitue un premier jalon et n'apparaîtra pas elle-même comme spécifiquement engagée, "critique" ou "radicale".

Qu'est-ce qu'une pensée critique ? radicale ? Est-ce équivalent ?

Définir ce que l'on entend par pensée critique est pour le moins difficile. Dans un récent entretien, François Cusset rappelle qu'il s'agit d'une « notion fourre-tout », « ambivalente, sinon embarrassante » (Cusset et Keucheyan, 2010). Elle semble pourtant devenue incontournable dans le champ de la philosophie et des sciences sociales.

Avec Loïc Wacquant, on peut commencer par affirmer qu'il existe deux acceptions principales de la notion de critique : une acception « *kantienne* », qui « désigne l'examen évaluatif des catégories et des formes de connaissance afin d'en déterminer la validité et la valeur cognitives » et une acception *marxienne* qui « se donne pour tâche de porter au jour les formes cachées de domination et d'exploitation (...) afin de faire apparaître, en négatif, les alternatives qu'elles obstruent et excluent » (Wacquant, 2001). Mais si l'on s'en tient au sens kantien, on pourrait convenir que tous les chercheurs adoptent un positionnement critique, condition même de toute démarche scientifique. C'est peut-être en combinant ces deux définitions que l'on peut appréhender ce qu'est une pensée critique. Celle-ci se situerait à la confluence des deux traditions et « allierait donc critique *épistémologique* et critique *sociale*, en questionnant, de manière constante, active et radicale, les formes établies de pensée et les formes établies de vie collective » (Wacquant, 2001).

Néanmoins, ces précautions terminologiques ne suffisent pas à faire disparaître certains paradoxes confirmant l'ambiguïté de ce double enracinement des pensées critiques. Sont par exemple classés comme penseurs critiques des auteurs comme Foucault, Deleuze ou Butler « qui firent carrière sur un dépassement annoncé du rationalisme kantien et de la totalisation historique hégélienne » (Cusset et Keucheyan, 2010).

Razmig Keucheyan propose de considérer des critères souples plutôt qu'une définition figée. Selon lui, trois critères peuvent être retenus :

- une théorie critique mêle le descriptif et le normatif (le politique, le moral...);
- une théorie critique se pose nécessairement la question de son rapport à l'action;
- une théorie critique vise une volonté de totalisation même relative, une montée en généralité (communication personnelle, 8 décembre 2011).

Ce qu'on appelle une « pensée radicale » est peut-être plus aisé à définir. Étymologiquement, le qualificatif renvoie à ce qui est relatif à la racine (*radix* en latin), et par extension à l'essence ou au fondement de l'entité ou du processus approché de manière radicale. Le terme lui-même est utilisé par Marx dans sa *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, dans une célèbre citation : « Etre radical, c'est prendre les choses par la racine ». C'est d'ailleurs en référence à celle-ci que de nombreux penseurs marxistes se sont désignés comme « radicaux ».

La métaphore n'est pas sans implications, elle donne à voir une démarche intellectuelle. Aller à la racine, c'est bien aller chercher ce qui est à l'origine d'un phénomène mais qui reste invisible. Une pensée radicale vise donc plus qu'à expliquer à creuser, à déterrer les causes profondes par-delà les apparences. Pour répondre à cette exigence, il est souvent nécessaire de faire appel à des pensées systémiques, à ce que Lyotard appellerait des « grands récits ». Dans le cas des pensées marxistes, la racine, c'est bien l'organisation capitaliste de la société, qui détermine l'ensemble des relations sociales, notamment à travers les rapports de classe. Ainsi, pour Marx, le but du *Capital* était de « dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne ».

C'est également le cas des approches structuralistes, qui visent à mettre en évidence les structures inconscientes et récurrentes. Mais cela ne suffit sans doute pas à délimiter le radicalisme appliqué à la pensée, dans la mesure où il serait difficile de classer Lévi-Strauss parmi les penseurs radicaux.

C'est pourquoi Razmig Keucheyan fait appel à la notion de « radicalisme épistémique », qui implique une rupture à la fois scientifique et politique. La pensée radicale « entretient un rapport d'opposition frontale et systématique au sens commun » (Keucheyan, 2010).

En somme, les pensées critiques et radicales se rejoignent dans leur opposition à l'ordre et aux savoirs existants. Néanmoins, on peut convenir que les pensées critiques se déploient sur un champ plus vaste que les pensées radicales, dont la démarche intellectuelle est celle du dévoilement tout en se démarquant des premières par un extrémisme épistémique et/ou politique. Une pensée radicale serait donc de fait une pensée critique, tandis qu'une pensée critique peut ne pas être radicale.

Ces deux qualificatifs, appliqués à la géographie, s'inscrivent dans cette grille d'analyse mais n'apparaissent véritablement qu'après les années 1960. Dans quel contexte ont-ils émergé et quel est leur poids respectif dans le champ actuel de la géographie ?

La géographie radicale est une géographie anglophone

L'émergence de la géographie radicale est aisément identifiable dans le temps et l'espace. La géographie radicale est née au tournant des années 1960 et 1970, aux Etats-Unis. Lors d'un entretien pour la revue *Vacarme*, David Harvey revient sur la naissance de ce qui relève alors encore davantage d'un mouvement spontané que d'un courant institué.

« L'expression « géographie radicale » est apparue à la fin des années 1960. À l'époque, la géographie traditionnelle était encore étroitement liée aux pratiques militaires et impérialistes. De jeunes géographes — Doreen Massey en Grande Bretagne, la revue *Antipode* aux États-Unis, etc. — cherchaient à fonder un courant de gauche à l'intérieur de la discipline. Nous étions fortement marqués par le discours anti-colonial, les guerres anti-impérialistes et les luttes anti-capitalistes, mais nos cultures politiques respectives étaient trop différentes pour pouvoir être englobées sous le qualificatif de « marxiste » ou d'« anarchiste ». L'expression « géographie radicale » était plus accueillante à la diversité de nos engagements. » (Harvey, 2012, p.220).

Le terme radical présente donc l'avantage de fédérer des tendances diverses (anarchistes, marxistes, anti-colonialistes...) dont le point est commun est de se penser en opposition avec une géographie conventionnelle, au service des pouvoirs dominants.

C'est pourquoi Béatrice Collignon définit la géographie radicale comme « extrémiste », les « radicaux » correspondant « idéologiquement aux « gauchistes » français » (2001, p.131), et insiste sur le fait qu'il s'agit bien d'une « géographie militante, dans ses objectifs comme dans ses pratiques » (*ibid.*). C'est la revue *Antipode*, publiée à l'université Clark de Worcester, dans le Massachusetts, qui a matérialisé l'émergence de ce nouveau courant alors en gestation. À ce titre, il est utile de revenir, comme le fait Rodolphe de Koninck, sur le contenu du premier numéro de la revue. Celui-ci « débute par un bref éditorial où il est déclaré que « la vraie question, comme l'a exprimé le Docteur (Martin Luther) King, n'est pas de savoir si l'on doit être extrémiste mais bien quelle sorte d'extrémiste l'on doit être ». (2004, p.187). Même si l'article de J. Blaut contre l'impérialisme appelle à s'inspirer de la méthode de Marx, « anarchisme et non-violence sont les deux credo des trois premières années. » (Collignon, p.132).

À partir de 1972, *Antipode* devient plus explicitement marxiste et, comme le rappelle D. Harvey « la revue a déclenché des prises de position tranchées aux Etats-Unis lors

de congrès nationaux et a donné naissance à un groupe, les géographes socialistes » (Harvey, 2010).

L'appellation de géographie radicale a-t-elle été utilisée en France ?

Le terme radical n'a pas jamais été « importé » tel quel en France. Dans son *Histoire de la géographie*, Paul Claval affirme, sans entrer dans les détails, qu'« en France, où le marxisme a cessé d'être professé par la plupart des géographes français, ces travaux ne suscitent qu'un intérêt limité. » (2008, p. 104). Il fait ici référence à la génération des géographes liés au Parti Communiste Français² mais qui n'ont pas pour autant développé une géographie spécifiquement marxiste. David Harvey y fait d'ailleurs référence dans un entretien avec la *New Left Review*, traduit en 2010 dans l'ouvrage *Géographie et Capital* :

« Il existait une autre école en France, qui était plus influente sur le plan institutionnel (...), et qui était liée au parti communiste : son représentant le plus connu était Pierre George. Cette école était très bien implantée dans l'institution universitaire, et contrôlait dans une large mesure les nominations. Ils pratiquaient une géographie qui n'était pas du tout ouvertement politisée³ ». (Harvey, 2010, p.89)

C'est ce que confirme Joël Pailhé dans son article de 2003. Celui-ci préfère parler d'« empreinte marxienne » plutôt que de géographie marxiste, en constatant la faiblesse quantitative de leurs références à Marx, « que l'on ne peut sérieusement mettre au compte d'une éventuelle « répression » de l'appareil universitaire » (2003, p. 55)⁴. Ainsi, le marxisme de ces géographes n'a pas débouché sur une géographie radicale, au sens décrit plus haut.

Dans *Les mots de la géographie* (Brunet, Ferras, Théry), un parallèle est en revanche établi entre la géographie radicale anglophone et la géographie sociale française, décrite comme la « variante française de la géographie radicale anglophone (...)

² Claude Bataillon a étudié cette génération à travers une série d'entretiens réalisés auprès de Raymond Guglielmo, Bernard Kayser, Yves Lacoste, André Prenant, Michel Rochefort, tous nés entre 1923 et 1927 et ayant tous appartenu au Parti communiste Français.

³ On peut supposer que Harvey fait référence aux savoirs géographiques produits, car certains géographes de cette génération ont eu des engagements politiques en parallèle, notamment dans les luttes anti-coloniales. Yves Lacoste et André Prenant ont ainsi publié en 1960 un ouvrage à la fois scientifique et militant sur l'Algérie, aux Editions Sociales.

⁴ Ce point soulève la question du rapport à l'institution. Si les géographes français marxistes ont pu être considérés par certains comme des "mandarins", les géographes anglo-américains radicaux furent longtemps marginalisés par l'institution universitaire. L'un des reproches qui leur a été fait par la suite tient justement à leur entrée dans « l'establishment ».

attentive aux disparités, aux inégalités, aux formations et aux qualifications des personnes, et volontiers pratiquée dans un esprit de contestation de l'ordre établi – ce qui pourrait poser un problème de statut scientifique, si en fait, elle n'était généralement pratiquée dans un excellent esprit scientifique par ceux qui en tiennent levé le drapeau. » (1993, p. 476). Cette dernière remarque établit une différence non négligeable entre une géographie radicale anglophone militante et la géographie sociale française, dont la visée aurait été avant tout scientifique et qui ne se pense donc pas en rupture avec une approche positiviste de la géographie. Il semble alors difficile de considérer la géographie sociale comme l'équivalent de la géographie radicale anglophone⁵.

En revanche, il semble pertinent d'établir un lien avec la création par Yves Lacoste de la revue *Hérodote*, au premier trimestre 1976, et la publication au même moment de *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*. Cet ouvrage, dénonçant l'utilisation de la géographie par le pouvoir, apparaît bien comme une critique de la géographie coloniale et de l'impérialisme et semble faire écho à une partie des préoccupations de la revue *Antipode*, qu'il ne cite pourtant jamais et dont il semble même ignorer l'existence.

Dans un registre proche, « une autre revue française à caractère critique celle-là, lancée en 1975, s'est, pendant quelques années, réclamée plus ouvertement du marxisme ». (De Koninck, 2004, p. 185). La revue *Espaces-Temps* est intéressante car son sous-titre - « revue française de géographie critique »- semble être la première occurrence du terme « géographie critique » en français. À peu près au même moment, en 1975, des géographes espagnols créent la revue *Geocritica*, qui se revendique comme critique. Dans les deux cas cependant, il semble bien que le terme critique s'entende davantage comme une rupture face aux théories géographiques dominantes et un appel au renouvellement de la discipline qu'un véritable appel à l'engagement. Les références marxistes n'étaient pas absentes mais pas toujours pleinement revendiquées, ce qui était au contraire la pratique courante dans la revue *Hérodote*. C'est d'ailleurs ce que souligne Jacques Lévy dans son entretien pour la revue *Carnets de géographes*, en rappelant que si lui-même était nourri de théories marxistes, ce n'était pas particulièrement le cas de Christian Grataloup, co-fondateur de la revue.

Malgré les proximités, l'examen de ces différents courants de la géographie ne semble pas permettre d'appliquer pleinement l'appellation « géographie radicale » au contexte français contemporain des années 1970. Ces publications relèveraient donc

⁵ Cette différence entre une géographie radicale anglophone qui se voudrait d'abord militante (sans renoncer à la qualité scientifique) et une géographie française qui se penserait d'abord comme scientifique (sans renoncer à la dimension militante) mérite d'être creusée. C'est une des pistes de recherche que je propose d'explorer ultérieurement grâce à des entretiens avec des chercheurs français.

plutôt d'une géographie critique, même si les acteurs principaux de ces publications ont, pour la plupart, rompu avec le marxisme au tournant des années 1980. Or, c'est à ce moment précis que l'expression "géographie critique" a émergé dans le monde anglophone.

De la géographie radicale à la géographie critique

De même que la définition des pensées critiques nous échappe partiellement, celle de la géographie critique reste floue. Néanmoins il est possible de dire avec Rodolphe de Koninck que « lorsque l'on parle de *géographie critique*, c'est beaucoup plus à une démarche, à un point de vue, qu'à un champ de la connaissance qu'il faut penser (...) les sciences dont l'orientation est de nature critique procèdent d'un 'intérêt émancipateur' » (2004, p.185). Comme la géographie radicale, la géographie critique a en effet pour ambition de participer à transformer le monde qu'elle décrit (Berg, 2010)⁶. La déclaration d'intention du groupe du Groupe international de géographie critique⁷, créé en 1997 dans le but d'organiser une conférence internationale, affiche clairement la volonté de s'engager auprès des mouvements sociaux (*International Critical Geography Group*). Il y a donc de fait une certaine proximité. Mais la géographie critique se distingue de la géographie radicale actuelle par son éclectisme⁸. L'ambition émancipatrice est en effet partagée par « une large coalition de d'approches géographiques progressistes de gauche » (*a broad coalition of Left-progressive approaches to the study of Geography*) (Berg, 2010). La géographie critique se veut plurielle : géographie des minorités, géographie féministe, géographie postcoloniale, mais aussi nouvelle géographie économique.

Ces approches, nées « dans le giron de la géographie radicale », sont également le produit plus ou moins direct et assumé des théories postmodernistes (Collignon, 2001, p. 135). Dans les années 1980, le rejet des excès structuralistes a conduit à la marginalisation progressive de la géographie radicale et à l'émergence d'une géographie critique, qui, quoique toujours proche de l'économie politique de Marx, ne se réduisait plus à une analyse de classe.

Dans le monde anglophone, la géographie critique a donc en quelque sorte pris le relais de la géographie radicale tout en élargissant les approches et les objets considérés. Pour Lawrence Berg, les géographies marxistes n'étaient plus en mesure d'offrir un espace capable de regrouper toutes ces nouvelles tendances (2010, p.618).

⁶ « *critical human geographers are committed to transforming their worlds, and they are thus — almost by definition — engaged in significant contestation over how we should interpret existing spatial relations, and how we might improve on them.* » (Berg, 2010, p. 616).

⁷ cf. Drozd, Gintrac, Mekdjian dans ce numéro spécial, 2011.

⁸ Paradoxalement, on peut souligner que la géographie radicale affichait également à ses débuts une forme d'éclectisme (cf. supra).

Ce géographe canadien, qui est par ailleurs l'une des figures les plus actives du mouvement, a participé à créer la revue en ligne *ACME*, "*An International E-Journal for Critical Geographers*" (<http://www.acme-journal.org/Home.html>) qui a pour ambition de constituer un forum international pour la géographie critique, dans sa diversité. Le projet scientifique de cette revue est ouvert aux perspectives « radicale et critique, incluant anarchisme, anti-racisme, environnementalisme, féminisme, marxisme, postcolonialité, poststructuralisme, études 'queer', situationisme ou socialisme ». Sur 24 numéros parus depuis 2002, quatre présentent des dossiers sur les approches féministes et/ou les questions de genre, deux sont basés sur des analyses postcoloniales. Deux dossiers seulement proposent une analyse des rapports de classes, montrant bien comment ceux-ci sont conçus comme une forme de domination parmi d'autres.

Dans cette même perspective, la géographie critique a intégré, sous l'influence des théories postmodernes, la déconstruction des discours dominants comme outil de la critique et ne se pense donc pas nécessairement dans la démarche du dévoilement et du système explicatif propre à la géographie radicale. En revanche, il me semble excessif d'opposer méthodologiquement une géographie radicale plutôt positiviste à une géographie critique nécessairement réflexive⁹.

Ces évolutions ne sont pas propres à la géographie et s'inscrivent dans un contexte général où « le marxisme a perdu l'hégémonie intellectuelle dont il disposait autrefois sur la gauche. Il n'est plus le langage dominant dans lequel s'énonce la contestation » (Keucheyan, 2011). Le développement d'une géographie critique peut donc se penser dans le cadre global d'une « pluralisation des voies de la critique » (Cusset et Keucheyan, 2010).

En somme, la géographie radicale, qui constitue par définition une forme de pensée critique, s'est donc vue rattachée à un courant plus large, en partie structuré par sa remise en cause.

Une dilution de la puissance critique dans la géographie critique ? Les enjeux d'une évolution terminologique

On peut aisément comprendre que la marginalisation de la géographie radicale au profit de la géographie critique, qui se pense comme une coalition plus large de tendances, suscite des inquiétudes notamment chez les géographes radicaux anglophones. Selon le géographe Nicholas Blomley, « à mesure que la géographie

⁹ Lors d'entretiens avec deux géographes se revendiquant d'une géographie radicale, Ana Fani Alessandri Carlos (juillet 2011) et David Harvey (décembre 2011), la question de la réflexivité a été abordée et l'ambition positiviste clairement contestée par l'un et l'autre.

critique s'étend, elle risque de perdre sa dimension critique¹⁰» (2006, p. 88). L'avènement de la géographie critique correspond pour certains à une déradicalisation de la critique.

Il est possible de recenser ces arguments grâce à une série de trois articles-bilan sur la géographie critique, écrits justement par Nicholas Blomley dans la revue *Progress in Human Geography*, et qui dessinent en creux une sorte de vaste controverse scientifique entre géographes radicaux et géographes critiques¹¹.

Le premier type d'argument est d'ordre théorique : la multiplication des critiques est perçue par certains géographes radicaux comme un brouillage, voire un affaiblissement, du discours. La notion de classe perd en effet sa centralité explicative (Cox, 2005). Ces débats renvoient bien évidemment à la question d'une éventuelle hiérarchisation des luttes qui divisent en partie géographes critiques et géographes radicaux. Cette déradicalisation est aussi soulignée par David Harvey :

« Après 1989 – à une époque où il était de bon ton d'enterrer le marxisme – ceux qui, comme moi, réservaient une place centrale à la critique anti-capitaliste se sont vus de plus en plus marginalisés dans le champ de la « géographie critique ». Pour cette raison, je n'aime plus beaucoup cette expression. Il m'est souvent arrivé de demander de quoi la géographie critique fait désormais la critique... sinon celle des autres géographes. Je préfère en rester à l'idée de « géographie radicale » (2011).

Le deuxième argument est d'ordre institutionnel : la géographie critique est perçue comme une géographie plus institutionnalisée que la géographie radicale. Noel Castree dénonce cette professionnalisation de la critique : pour lui les « radicaux » marginalisés d'hier sont devenus les professeurs « critiques » pleinement intégrés par l'institution (Castree, 2000). De manière générale, le développement des pensées critiques est parfois perçu comme un effet de mode et une stratégie de carrière. Pour François Cusset, ces pensées critiques, regroupées sous le signe *critical theory* ou parfois *critical studies*, « relèvent peut-être encore des simples taxinomies en vogue dans l'université anglo-américaine, pour rendre plus désirables les vieilles humanités ou plus attirants les rayons « subversifs » des librairies spécialisées. ».

Enfin, le dernier argument est d'ordre méthodologique. Nicholas Blomley dénonce une certaine uniformisation, qu'il croit déceler à partir d'une recension d'articles de la revue *Antipode*, dont l'évolution éditoriale correspondrait elle aussi à une déradicalisation sous l'effet de la géographie critique. Il regrette la récurrence du même type de démarche intellectuelle dans les différents articles lus. Celle-ci consisterait,

¹⁰ « *To the extent that critical geography becomes widespread, it is in danger of becoming uncritical.* »

¹¹ Tous sont disponibles sur la page du chercheur <http://www.sfu.ca/~blomley/papers.html>.

selon lui, à mettre à jour une relation d'oppression, montrer comment l'espace ou l'idéologie la produit, pour révéler l'existence d'une forme de résistance. La plupart des articles s'achèveraient sur des appels pieux à une alternative émancipatrice sans entrer dans les détails de sa mise en application (2006, p.88). Cette dernière remarque sous-entend que la géographie critique serait moins engagée que la géographie radicale et que la dénonciation se limiterait au cadre académique. L'idée même d'une géographie critique « intégrée » (au sens situationniste de la « subversion intégrée », utile à la reproduction de la société capitaliste) affleure à plusieurs reprises.

La géographie radicale est-elle plus militante que la géographie critique ?

« Le nouveau souffle »¹² de la géographie radicale serait donc susceptible de naître d'une critique de la géographie critique. Toutefois, l'argumentaire recensé par Nicholas Blomley mérite sans doute d'être nuancé.

D'abord, parce que la géographie critique ne se pense pas fondamentalement en opposition avec la géographie radicale, une grande partie des représentants de la géographie critique se réclamant d'une pensée marxiste ou marxienne (si l'on considère ce dernier terme comme un retour à la pensée de Marx débarrassée du marxisme « traditionnel » et des échecs qu'ont constitué ses applications politiques). Ensuite, parce que la géographie critique ne semble pas moins militante ou engagée dans la pratique que la géographie radicale. Le rapport à l'action est le dénominateur commun à ces deux pensées. A titre d'exemple, la revue ACME n'hésite pas à ouvrir ses colonnes à des collectifs de recherche ouvertement militants. En 2010, le collectif SQEK (Squatting Europe) y a publié son agenda de recherche. L'article permet ainsi de découvrir l'historique et les activités du groupe et de diffuser leur contact. Il s'achève d'ailleurs par un appel à toute forme de participation.

Il reste également à prouver que le fait de se revendiquer d'une géographie radicale soit un frein plus fort à la carrière que le sigle « critique ». La popularisation de l'expression « *tenured radical* », que l'on pourrait traduire par « radical de la chaire », tend à prouver le contraire. La professionnalisation dénoncée par Noel Castree semble ainsi être un « mal » relativement partagé.

Enfin, parce que les chercheurs critiques, à travers leurs réseaux ou revues, affichent le souci de penser une géographie alternative et de créer des réseaux en dehors d'une logique de concurrence et d'individualisme universitaire. La volonté affirmée de développer la géographie critique dans une dimension internationale, même si son effectivité est limitée, est d'ailleurs l'une des différences marquantes de ce

¹² J'emprunte ici l'expression à Béatrice Collignon (2001).

mouvement par rapport à la géographie radicale, qui n'a jamais montré beaucoup d'intérêt à rassembler au-delà du cercle des géographes anglophones. La revue *ACME* traduit une partie de ses articles en plusieurs langues et accepte des articles écrits dans d'autres langues que l'anglais, dans le souci de ne pas contribuer dans les faits à la domination de l'anglais et de la recherche anglophone à l'échelle mondiale.

L'opposition entre une géographie radicale militante et une géographie critique institutionnalisée se révèle relativement simplificatrice et mériterait une investigation plus poussée, à travers l'analyse des pratiques et des formes d'engagement.

Conclusion

L'inscription de la géographie radicale, depuis la fin des années 1980, au sein du courant plus large de la géographie critique ne peut se comprendre qu'en regard d'un mouvement plus global de « pluralisation » des pensées critiques et de marginalisation des approches marxistes. J'ai souhaité montrer que ce glissement terminologique, s'il n'est pas limité à la géographie, n'est pas sans implications et est en grande partie débattu par les penseurs et les chercheurs. Certains, comme François Cusset, soulignent que l'épithète *critique* risque d'avoir un sens faible et donc une efficacité limitée sur le réel. Pour autant, cela ne signifie pas qu'une géographie radicale, telle qu'elle s'est développée aux Etats-Unis notamment, soit plus à même de porter le fer de la contestation ou même qu'elle soit vraiment différente dans ses fondements et ses pratiques d'une géographie critique plus récente.

Il semble à ce stade nécessaire de réaffirmer qu'un courant de pensée est davantage le produit de ceux qui s'en revendiquent qu'une catégorie fixe et fermée, qui préexisterait aux pratiques sociales de recherche et que l'on rejoindrait après avoir « choisi son camp ». Autrement dit, il serait moins utile de chercher à fixer des limites franches susceptibles de déboucher sur des catégories ou des « labels » de chercheurs et de penseurs que de garder le souci permanent du rapport à la pratique et à l'engagement dans un contexte universitaire qui pousse peut-être plus que jamais à les écarter¹³. La diffusion de ces questions pourrait constituer une opportunité pour faire émerger en France un débat autour des positionnements, qu'ils rejoignent ou contredisent ceux de nos collègues anglophones, la problématique de l'engagement n'ayant jamais été absente des débats de la géographie française.

Je tiens à remercier Razmig Keucheyan pour ses remarques et ses conseils.

¹³ Les conditions matérielles de production de la pensée critique (conditions de recherche institutionnelles, politiques, évaluation, enjeux de carrière...) mériteraient à elles seules une investigation poussée.

Bibliographie

- Bataillon C. (2006) « Six géographes en quête d'engagement : du communisme à l'aménagement du territoire. Essai sur une génération », *Cybergeo : European Journal of Geography*, article 341, mis en ligne le 27 juin 2006, modifié le 22 juin 2007. URL : <http://cybergeo.revues.org/1739>. Consulté le 27 février 2011.
- Berg L. D. (2010) « Critical Human Geography » in Warf B. (dir.) *The Encyclopedia of Geography*, London, Sage Publishers, pp.616-621.
- Blomley N. (2006) « Uncritical critical geography? », *Progress in Human. Geography* 30(1), pp. 87-94.
- Blomley N. (2007) « Critical geography: anger and hope », *Progress in Human Geography*, 31(1), pp. 53-65.
- Blomley N. (2008) « The spaces of critical geography » *Progress in Human Geography*, 32(2), 285-393.
- Brunet R., Ferras R. et Théry H. (dir.) (1993) *Les Mots de la géographie, dictionnaire critique*, Paris et Montpellier, Reclus-La Documentation française. 518 p.
- Castree N. (2000) Professionalisation, activism and the university : wither 'critical geography' ? *Environment and Planning, A* 3^e, pp. 955-70.
- Claval P. (2008) *Histoire de la géographie*, Paris, PUF, Que-sais-je ? n°65, 3^e édition, Paris. 128 p.
- Collectif d'auteurs (2011) *Penser à gauche. Figures de la pensée critique aujourd'hui*, Paris, Editions Amsterdam, 505 p.
- Collignon B. (2001), « La géographie radicale : à la recherche d'un nouveau souffle » in Staszak J.-F. (dir.) *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris, Belin, pp. 131-138.
- Cox K. R. (2005) « From Marxist Geography to Critical Geography and Back Again » Department of Geography, The Ohio State University, October 28, 2005 [en ligne] <http://geog-www.sbs.ohio-state.edu/faculty/kcox/Cox9.pdf> (consulté le 28.11.2011).
- Cusset F., Keucheyan R. (2010) « Nouvelles pensées critiques ? », propos recueillis par T. Labica, [en ligne] <http://www.contretemps.eu/interviews/nouvelles-pens%C3%A9es-critiques-entretien-razmig-keucheyan-fran%C3%A7ois-cusset> (consulté le 28.11.2011)
- Drozd M., Gintrac C. et Mekdjian S. (2012) « Actualités de la géographie critique : retour sur la dernière conférence internationale de géographie critique (Francfort/Berlin, 16-20 août 2011) ». *Carnets de géographes*, n°4.
- Harvey D. (1972) « Revolutionary and Counter Revolutionary. Theory in Geography and the Problem of Ghetto Formation », *Antipode* 4 (2), p. 1-13.
- Harvey D. (2010) « Réinventer la géographie », in *Géographie et capital : vers un matérialisme historico-géographique*, Paris, Syllepse, 280 p.
- Harvey D. (2012) « Marx and the City », propos recueillis Dominique Dupart, Cécile Gintrac, Philippe Mangeot, et Nicolas Vieillecazes, *Vacarme*, printemps 2012, n°59, pp. 218-249.

Keucheyan R. (2010) *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Editions Zones, 317 p.

Keucheyan R. (2010) « Qu'est-ce qu'une pensée radicale ? Aspects du radicalisme épistémique », *Revue du MAUSS permanente*, 19 mars 2010 [en ligne]. <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article670> (consulté le 28.11.2011).

Keucheyan R. (2011) « David Harvey, le retour du marxisme », *Contretemps*, [en ligne] <http://www.contretemps.eu/lectures/david-harvey-retour-marxisme> (consulté le 28.11.2011).

De Koninck R. (2004) « La géographie critique », in Bailly et al. (dir.), *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, Economica, pp. 185-198.

Pailhé J. (2003) « Références marxistes, empreinte marxienne, géographie française », *Géocarrefour*, Vol. 78/1, pp. 55-60.

Sayer A. (2000), *Realism and Social Science*, Londres, Sage, 224 p.

SQuatting Europe Kollektive (2010) « Le SQEK : Agenda de recherche de "Squatting Europe" - v. 1.0 », *ACME :An International E-Journal for Critical Geographies*, volume 9 (3), p.387-393.

Wacquant L. (2001), « El pensamiento crítico como disolvente de la doxa. », *Adef : Revista de Filosofía*, 26-1 (May), 2001, (Buenos Aires): 129-134, traduite [en ligne] <http://www.homme-moderne.org/societe/socio/wacquant/pensecri.html> (consulté le 28.11.2011).